Libérer les enfants incarcérés

Partage international n° 369 – Mai 2019

Interview de Dr David Scott

par Shereen Abdel-Hadi Tayles

> « Nos prisons sont un désastre humanitaire et nos enfants sont traités d'une manière inhumaine et dégradante » – *Dr David Scott.*

Le Dr David Scott travaille à l'Université ouverte, au Royaume-Uni, et est professeur invité à l'Université de Toronto (Canada). Il a publié plus de 100 articles et 15 livres, il est membre fondateur du groupe de pression End Child Imprisonment (En finir avec l'emprisonnement des enfants). *Il est cofondateur de la revue Justice, Pouvoir et Résistance et directeur fondateur de la maison d'édition indépendante EG Press. Le Dr Scott est également un ancien coordinateur du Groupe européen pour l'étude de la déviance et du contrôle social, et membre du comité consultatif académique d'Inquest. Il a réalisé de nombreux courts-métrages documentaires et en 2018, il a été primé au Festival du film documentaire britannique pour son film (avec Hamlett Films), Grenfell Tower and Social Murder (La tour Grenfell et le meurtre social, non traduit). Shereen Abdel-Hadi Tayles a interviewé le Dr Scott pour* Partage international.

Partage international : *Quand avez-vous commencé votre campagne pour l'abolition du système carcéral et quel est le message ?*

David Scott : Je fais directement campagne sur ces questions depuis 13 ans. J'ai vraiment commencé à m'impliquer dans la campagne vers 2006 lorsque je me suis engagé dans un petit groupe de pression intitulé *No More Prisons (Plus de prisons)* au Royaume-Uni.

Je participe actuellement à la campagne pour mettre fin à l'emprisonnement des enfants qui a été lancée en novembre 2018 au Parlement. On milite car les enfants sont vulnérables, qu'ils ont des besoins énormes et qu'on doit élaborer des scénarios permettant aux enfants de grandir et de se développer. Ils vont faire des erreurs parce que tout le monde en fait. Ce sont les enfants qui ont connu les pires choses dans leur vie – ceux qui ont déjà connu un mauvais départ et toutes les difficultés et ceux qui ont déjà été confrontés à la violence et aux mauvais traitements, aux préjudices et aux blessures – qui semblent être happés dans le système criminel.

Essentiellement, ce qu'on essaie de faire, c'est de gagner une bataille des cœurs et des esprits. Le crime et le châtiment sont déjà des idées bien établies et on essaie de les changer. Au Royaume-Uni, il semble qu'un très grand nombre de personnes vulnérables sont incarcérées, dont certaines sont des enfants, bien sûr. Ces enfants ont souvent été confrontés à de nombreux problèmes très difficiles au début de leur vie. Beaucoup de ceux qui ont été placés dès leur plus jeune âge n'ont jamais reçu l'amour, les soins ou l'affection d'une famille. Ils n'ont jamais su ce que c'est que de se sentir membre d'une communauté. On ne leur a jamais accordé une chance.

Nous faisons campagne pour dire que les enfants sont des enfants et que nous devons leur donner une chance plutôt que de les envoyer en prison. Ces enfants sont aussi, de façon disproportionnée, issus des minorités noires et asiatiques. On leur a déjà fait du mal, ils ont eu très peu d'opportunités dans la vie et ont grandi dans des circonstances très difficiles. Ils sont donc beaucoup plus vulnérables et ils n'ont tout simplement pas le mécanisme de défense nécessaire pour vivre en prison parce qu'il leur manque les bases dans la vie. D'où toutes ces situations horribles de décès d'enfants en détention, ou d'enfants qui s'automutilent, ou se tournent vers la drogue ou d'autres activités parce qu'ils ne pensent pas qu'ils auront un jour une vie normale. Les prisons sont très nocives et elles génèrent des pensées et des actions très nocives.

PI. *Lorsque vous parlez d'enfants, à quelle tranche d'âge faites-vous référence au Royaume-Uni ?*

DS. Actuellement, l'âge de la responsabilité pénale en Angleterre, au Pays de Galles et en Irlande du Nord est de 10 ans. En Ecosse, l'âge officiel de la responsabilité pénale est de 8 ans, l'un des plus bas au monde, mais en pratique, cela concerne les enfants à partir de 12 ans. L'Ecosse envisage de relever l'âge officiel de la responsabilité pénale.

Mais lorsqu'on commence à examiner ces questions au sujet de l'âge de la responsabilité criminelle, c'est un peu ridicule. Considérez le fait que les enfants n'ont pas le droit d'avoir des relations sexuelles consentantes, qu'ils n'ont pas le droit d'acheter de l'alcool, qu'ils n'ont même pas le droit d'acheter un

animal de compagnie quand ils ont 10 ans. Il y a donc quelque part dans le droit cette notion que les enfants ne sont pas encore vraiment responsables, qu'ils sont encore en développement, qu'ils apprennent encore et qu'ils commettent des erreurs.
Idéalement, l'âge de la responsabilité pénale devrait être de 18 ans. Donc, en fait, si l'on augmente l'âge de la responsabilité pénale à 14 ans, puis 16 ans, on abolit de fait la responsabilité pénale pour un groupe d'âge particulier, ce qui aboutirait à réduire le nombre d'enfants en prison.

PI. *Les peines de prison pour enfants posent-elles un problème particulier au Royaume-Uni ?*
DS. Nous avons un nombre extraordinaire de condamnations à perpétuité d'enfants en Angleterre et au Pays de Galles. Il y a eu 197 enfants condamnés à perpétuité entre 2006 et 2016.
Dans le droit coutumier anglais, la loi *Joint Enterprise* signifie qu'un groupe d'enfants est poursuivi s'il est au courant d'un crime mais n'a rien fait pour l'arrêter. Il y a donc un nombre extraordinairement élevé d'enfants, littéralement des centaines ces derniers temps, qui ont été incarcérés à perpétuité, mais qui n'ont rien fait d'illégal. Ils ont simplement connu une personne qui a commis une infraction grave. Dans le reste de l'Union européenne, environ cinq enfants au total sont emprisonnés dans le cadre de condamnations à perpétuité. La situation est donc absurde au Royaume-Uni.

PI. *Avez-vous, vous ou votre groupe, présenté votre campagne au gouvernement et avez-vous reçu une réponse ?*
DS. Nous avons lancé la campagne au Parlement en novembre 2018, en présence d'un nombre important d'acteurs du monde pénal. Et nous essayons constamment d'éveiller l'intérêt et de faire pression, ce que les abolitionnistes britanniques font depuis de nombreuses années. Un autre groupe d'inspiration abolitionniste, Inquest, donne constamment des informations et tente de faire pression sur le Parlement et les ministres. Nous essayons constamment de refroidir l'enthousiasme des gens pour les prisons et les punitions, ce qui signifie exposer les faits au public et aux politiciens.
Nous défendons une approche assez radicale en ce qui concerne l'abolition des prisons. Pour mettre fin au mal fait à ces enfants, il faut abolir complètement le système carcéral, mais il faut commencer quelque part. Nous travaillons donc avec le gouvernement sur toutes ces questions, ce qui signifie parler aux politiciens travaillistes et avec le « cabinet fantôme », et collaborer avec tous ceux qui sont prêts à écouter.

PI. *Y a-t-il une différence dans vos rapports avec le gouvernement selon que vous ayez affaire à un gouvernement travailliste ou conservateur ? Ou avez-vous toujours eu le même genre de réponse ?*
DS. Il y a eu deux discours dominants au sujet de la justice pour les jeunes, qui s'articulent autour des approches punitives ou non punitives, autrement dit le traitement social ou judiciaire. En fait, c'est tout à fait contradictoire et cela dépend des politiciens impliqués, et pas nécessairement de la ligne des partis. Par exemple, avec le gouvernement conservateur actuel, le nombre d'enfants en prison a considérablement diminué. Cependant, le nombre d'enfants noirs, asiatiques et appartenant à des groupes minoritaires a en fait augmenté, de sorte qu'ils représentent environ 46 % des enfants en prison. Il existe diverses institutions comme les Centres de formation en milieu fermé et les établissements pour jeunes contrevenants que l'on n'appelle pas des prisons pour enfants, mais qui en sont bien.
Et sous le gouvernement travailliste, dans les années 1990, le nombre d'enfants envoyés en prison a en fait augmenté. Il est ironique que notre actuel ministre [conservateur] de la Justice, David Gauke, ait déclaré catégoriquement qu'il ne pensait pas que les prisons soient la réponse, mais qu'il ne voyait pas d'alternative et que nous sommes en phase de création de nouvelles places de prison et ce, depuis plusieurs années. Ils essaient de construire de nouvelles méga prisons. A l'heure actuelle, le ministre des Prisons dit qu'il envisage des réductions de peine, y compris l'abolition des peines d'emprisonnement de moins de six mois, mais il n'a pas encore apporté les changements juridiques ou politiques nécessaires.

PI. *Quelles sont les propositions d'alternative à la prison pour les jeunes ?*
DS. On doit penser stratégiquement : tout d'abord, essayons de gagner un peu de terrain en appelant à une réduction de la population carcérale infantile, pour se concentrer sur une abolition partielle ou sélective. On pourrait donc vouloir abroger certaines lois sur la criminalisation de la consommation de stupéfiants, ou abolir les peines d'emprisonnement à perpétuité pour les enfants, par exemple.
Mais en termes d'alternatives, différentes approches peuvent être très utiles, comme une approche éducative ou une approche spirituelle. Il est certain qu'essayer de développer les aspirations des enfants et d'élaborer une compréhension humaniste des enfants en tant que personnes avec une âme et qui veulent être les meilleures possibles serait la base d'une approche éducative est vraiment précieuse.
L'une des approches est de reconnaître qu'un grand nombre d'enfants incarcérés le sont pour des infractions relativement mineures contre des biens.

Ils sont enfermés parce qu'ils ont eu une vie vraiment difficile et, si nous voulons régler ce problème, nous devons adopter une approche non punitive, et donc une approche non carcérale. Nous devons voir comment nous pouvons reconstruire la vie de ces enfants. Parce que s'ils ont eu un manque de soutien dans leur vie, nous voudrions le leur apporter et essayer de construire leur vie en leur donnant des expériences de vie positives.
Même s'il y a des enfants qui, à un moment donné, doivent être pris en charge par l'Etat, il devrait y avoir des principes de base sur la façon dont ils doivent être traités. L'approche « l'enfant d'abord » est nécessaire, où l'enfant doit être accueilli dans des conditions de soutien, d'amour et de soins. Il devrait y avoir des principes de base sur la manière dont nous devrions traiter les enfants, qui incluent l'attention, l'amour et le soutien, et non en créant des obstacles que les enfants ne parviennent pas à surmonter.

PI. *Il y a donc une situation où des enfants qui ont déjà un déficit, prennent la mauvaise décision ou étaient au courant d'un crime, puis sont incarcérés et perdent tout espoir d'un avenir meilleur et n'ont plus aucune motivation pour continuer à vivre.*
DS. Vous venez d'utiliser une expression que je cautionne totalement, qui est « la fin de l'espoir ». Et en fait, c'est la seule chose qui manque vraiment dans les prisons. Les prisons sont des endroits qui semblent générer ce sentiment de désespoir, qu'il n'y a pas d'issue meilleure, que les choses ne vont pas changer, et qu'elles vont simplement être comme ça pour toujours. Evidemment, c'est l'un des principaux facteurs des idées suicidaires tant chez les adultes que chez les enfants.
Il est crucial que les enfants se sentent aimés et qu'ils sentent que leurs besoins sont satisfaits. Mais ils doivent aussi sentir qu'ils peuvent aimer en retour, qu'ils peuvent donner quelque chose en retour. Et cela signifie investir dans ces enfants, et cela signifie les soutenir.
Près de la moitié des enfants qui sont incarcérés viennent de familles où les enfants ont droit à des repas scolaires gratuits, nous parlons donc d'enfants pauvres. Alors, donnons-leur quelque chose. Découvrons quels sont leurs talents, ce qu'ils peuvent donner et ce qu'ils peuvent faire. Ne nous contentons pas de les exclure.

PI. *Connaissez-vous un pays qui ait tenté d'abolir son système carcéral, que ce soit pour les jeunes ou les adultes ?*
DS. Nous devons comprendre comment la réforme des prisons a évolué. Il n'y a pas toujours eu des prisons. Les prisons sont une invention du début du XIX^{e} siècle, et les premières prisons du Royaume-Uni datent d'environ 1816, comme aux Etats-Unis et au Canada. Cela va de pair avec la montée du capitalisme industriel. Il faut regarder cette relation symbiotique entre la prison et les niveaux d'inégalité. En particulier, l'inégalité économique, mais aussi les inégalités liées à la perception de l'identité raciale, du genre, de la sexualité, de l'âge, etc.
Si vous regardez des pays comme la Norvège, la Suède ou la Finlande, vous voyez qu'ils ont toujours un système carcéral, mais ils ont aussi une approche beaucoup plus axée sur les allocations sociales. Et surtout, ils ont une forme de société plus social-démocratique et une approche très différente de la manière dont ils traitent les inégalités économiques.
Les gens qui agissent mal sont souvent ceux qui se trouvent au bas de l'échelle sociale, ceux qui sont perçus comme les indésirables, les défavorisés, les parias, ceux qui sont en marge de la société et ceux qui ne parviennent pas à réaliser les objectifs du capitalisme avancé. C'est le genre de gens qui finit en prison. Si nous voulons avoir une autre approche des prisons, nous devons avoir une approche différente de la façon dont nous traitons les gens.
Tout simplement, nous devons remettre en question l'inégalité. Si nous pouvons avoir une société fondée sur la coopération et si nous pouvons dépasser le stade d'un Etat raciste, capitaliste, patriarcal et néocolonialiste, alors seulement commencerons-nous à trouver une issue à notre actuel système pénal déshumanisant.

Royaume Uni **Auteur** : Shereen Abdel-Hadi Tayles, collaboratrice de Share International basée à Edmonton au Canada.
Thématiques : Société
Rubrique : Entretien